



Depuis plus de 60 ans, le CCFD-Terre Solidaire, ici et là-bas, agit pour un développement plus égalitaire entre les pays les plus pauvres et les pays riches. À l'écoute de ses partenaires des pays du sud, il a pris conscience que les premières victimes du dérèglement climatique et de l'érosion de la biodiversité sont les populations les plus démunies et les plus vulnérables.

L'an dernier, l'équipe du CCFD-Terre Solidaire a fait le choix de placer la rentrée scolaire sous le signe de **l'urgence climatique** en proposant notamment des ateliers « fresques du climat » au sein de la paroisse, puis, avec le concours d'autres paroissiens, en répondant à la demande de la communauté protestante de Chaville – Viroflay – Vélizy – Jouy en Josas d'organiser des ateliers pour 40 membres de cette communauté.

Nous avons ensuite proposé une soirée-débat à Viroflay sur les résultats de la réunion internationale sur le sujet, dite « COP 26 », tenue à Glasgow début novembre qui a, une fois de plus, montré **toutes les difficultés que nous avons collectivement pour passer d'une prise de conscience à une action résolue** même si l'Union Européenne a affiché des objectifs ambitieux en termes de réduction des émissions de CO2 à l'horizon 2030.

Les événements climatiques de l'année 2022 ont fait progresser la prise de conscience sur cette question du climat. Par contre, moins sur un autre sujet : les experts scientifiques font aujourd'hui le constat que **l'érosion de la biodiversité continue sans bruit. Aucun des objectifs qui avaient été définis dans ce domaine pour la décennie 2010 – 2020 n'a été tenu.** Les experts nous disent qu'en 50 ans les populations globales d'invertébrés ont été réduits de 68% et qu'un million d'espèces végétales ou animales sont aujourd'hui menacées d'extinction totale !

Une réunion internationale (dite « COP 15 Diversité ») se réunira sur ce sujet à Montréal début décembre.

En cette période de rentrée, les églises chrétiennes nous ont invités à nous mettre à l'écoute de la création jusqu'au 4 octobre, jour de la fête de François d'Assise. Même si les préoccupations ne manquent pas actuellement entre **la crise alimentaire** (dossier central) ; **la guerre** en Ukraine et dans de nombreuses régions du monde, ainsi que les actions à mener pour tenter de reconstruire **la paix et le vivre ensemble** (page 4), prions pour que nous apprenions à mieux respecter la nature dont le Seigneur nous a confié la garde !

Bruno Bourgin (équipe de Viroflay)

UNE REMONTÉE DE LA FAIM DANS LE MONDE LIÉE A UNE FLAMBÉE DES PRIX DE L'ALIMENTATION

800 millions de personnes souffrent de malnutrition selon l'ONU et près de 2,5 milliards sont en état d'insécurité alimentaire, c'est à dire qu'ils n'ont pas un accès régulier à suffisamment d'aliments sains et nutritifs selon les critères de la FAO.

La guerre en Ukraine n'a fait qu'accélérer une évolution débutée avec la pandémie et aggravée par la multiplication des conflits locaux et des crises sécuritaires régionales et les changements climatiques.

Mais cette situation résulte d'abord du démantèlement dans les années 80-90 des mécanismes de régulation des marchés agricoles, de la libéralisation du commerce alimentaire et de l'accaparement des ressources productives et notamment des terres par des investisseurs internationaux. Ce nouvel ordre commercial mondial s'est fait au détriment des petits paysans du nord et du sud, victimes de la concurrence des groupes agroalimentaires internationaux. Au sud en particulier la baisse des protections douanières a conduit à un afflux d'importations agricoles industrielles à bas prix qui déstabilisent les productions locales et aggravent la paupérisation des paysans.

La transformation de l'agriculture vers un modèle productiviste a rendu les coûts de production extrêmement sensibles aux prix du pétrole (intrants, mécanisation, logistique...). La hausse des prix continue que l'on constate suite à la crise pétrolière de 2008 n'a pu qu'être aggravée par la guerre en Ukraine et les sanctions prises contre la Russie.

D'autre part, plus de deux milliards d'individus en Afrique et au Moyen Orient dépendent de la Russie, de l'Ukraine et de la Biélorussie pour leur alimentation en céréales.

Face à l'arme du blé brandie par la Russie, la tentation est grande pour les grandes entreprises du secteur agroalimentaire de répondre par un accroissement de la production intensive aux dépens des évolutions timides engagées pour évoluer vers un modèle plus respectueux de l'environnement.

L'absence quasi-totale de visibilité sur les stocks au niveau mondial encourage aussi une forte spéculation financière.

Enfin de nombreux états comme l'Inde ont pris des mesures unilatérales en réduisant leurs exportations.

En conséquence :

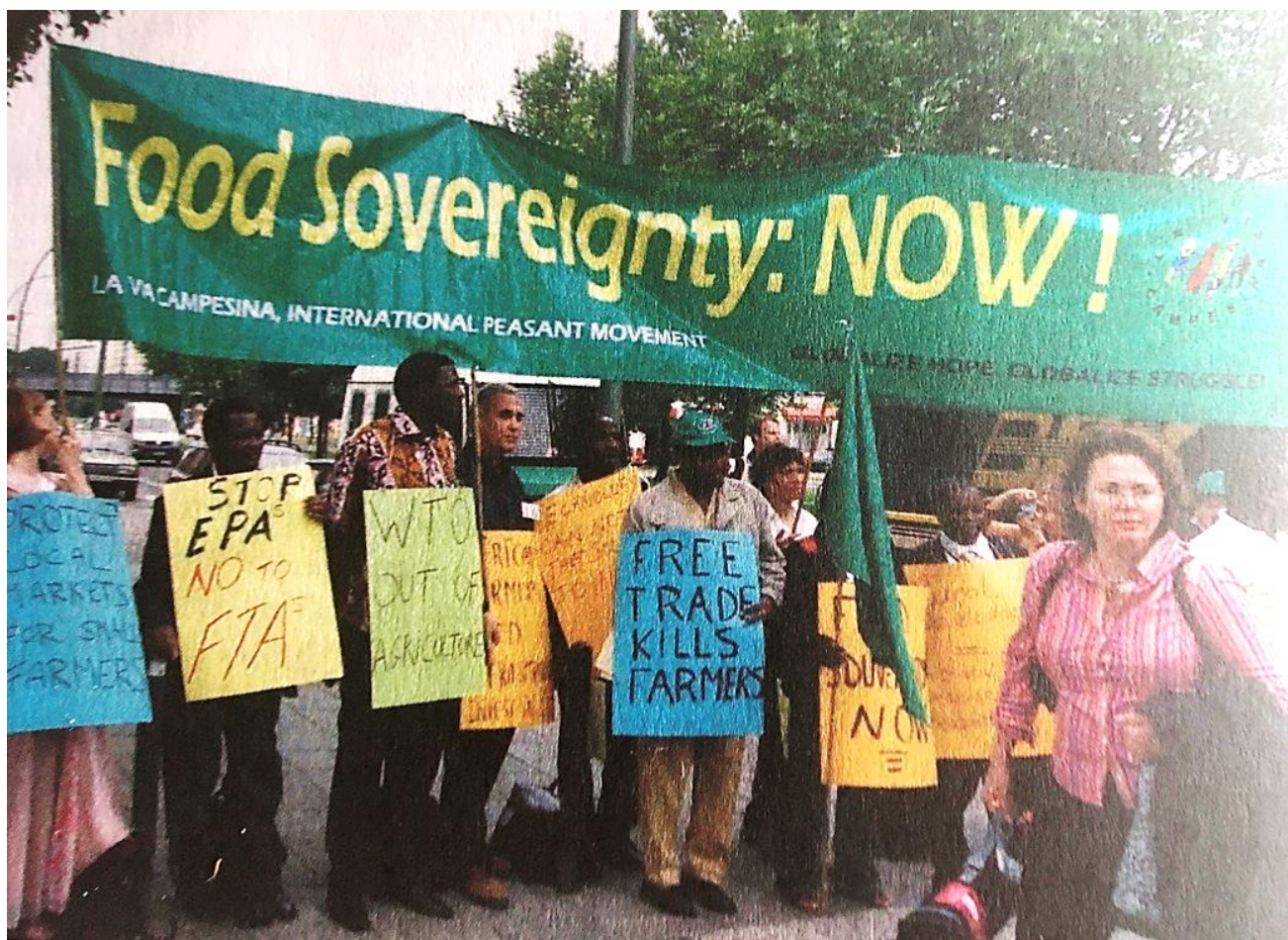
- **au niveau mondial le nombre de personnes souffrant de la faim et de la précarité alimentaire va continuer à s'accroître en raison des difficultés d'approvisionnement et de la hausse des prix,**
- **au niveau Français, 8 millions de personnes ont déjà recours à l'aide alimentaire en raison de leur situation de précarité et leur faible pouvoir d'achat.**

L'ANALYSE DU CCFD- TERRE SOLIDAIRE

Face à cette crise le CCFD-Terre Solidaire estime qu'il est urgent de remettre les agriculteurs au centre du jeu et de travailler au niveau de chaque pays ou région pour améliorer la souveraineté alimentaire en réduisant les interdépendances au niveau mondial.

Cette nécessité, comme la contrainte climatique, nous montrent la pertinence du modèle d'agroécologie paysanne promu par le CCFD-Terre Solidaire dans ses partenariats avec des acteurs locaux. Ainsi le programme TAPSA soutenu par le CCFD-Terre Solidaire avec l'Agende Française pour le Développement a permis à des milliers de paysannes et de paysans de se former à l'agroécologie et de diversifier l'alimentation de leurs familles. Un véritable succès pour améliorer la sécurité alimentaire à travers le monde. Déployé dans 16 pays à travers le monde en Afrique, en Amérique latine, en Asie et au Moyen-Orient, ce programme a permis à 30 000 familles d'améliorer leur accès à une alimentation saine et nutritive. Il démontre que **l'agroécologie constitue une véritable solution durable pour lutter contre la faim.**

A court terme, pour gérer une crise qui est mondiale, il est urgent de réactiver le Comité de Sécurité Alimentaire au niveau des Nations Unies et d'impulser des actions qui pourront porter sur la transparence des niveaux de principaux stocks publics et privés, sur une gestion concertée de ces stocks, ainsi que sur une lutte volontariste contre la spéculation.



Manifestation de paysans de La Via Campesina pour la souveraineté alimentaire

SOUTENIR LES ACTEURS DE LA PAIX ET DU VIVRE ENSEMBLE

Lors de son Assemblée Générale 2021, le CCFD-Terre Solidaire a décidé de privilégier quatre champs d'action prioritaires pour la période 2021 – 2027 :

- la souveraineté alimentaire ;
- la justice économique ;
- les migrations internationales ;
- la paix et le vivre-ensemble.

C'est ce dernier thème que nous avons fait le choix de vous illustrer ici.

Un exemple : le **CINEP** en Colombie

En Colombie, le problème foncier, déjà à l'origine de la guerre qui a déchiré une partie du territoire pendant plusieurs décennies, constitue toujours l'un des défis majeurs pour le processus de paix. Des dizaines de milliers de paysans déplacés pendant le conflit tentent de retrouver leurs terres et le paient parfois de leur vie.

*Dans ce contexte, le **CINEP** (Centre de Recherche en Éducation Populaire) accompagne les communautés dans leurs recours en justice pour obtenir la restitution de leurs terres. L'objectif de ce combat juridique est de rendre à leurs propriétaires légitimes les plus de 3 200 000 hectares, soit 5 % des terres agricoles colombiennes, spoliées ou abandonnées pendant le conflit.*

Face à la violence qui cible les leaders, le CINEP conseille aussi les populations locales pour la formulation d'un plan de réparation collective et favorise les liens avec l'Unité nationale de protection.

Le CINEP a participé au Comité de Recherche pour la Paix (80 ONG, Eglises, syndicats, partis politiques) cherchant à stimuler des négociations entre les parties en conflit. Il soutient également la mobilisation citoyenne pour la paix, avec la création du « Réseau d'initiatives pour la paix » (REDEPAZ), et la réinsertion des anciens combattants issus des guérillas, via différentes initiatives du Programme pour la Paix.

